

PROJET D'AFRIQUE

Didier Veller

raconter la vie

Et maintenant on fait quoi ?

C'est l'histoire d'un fonctionnaire si longtemps expatrié qu'un retour imprévu en France le plonge dans un abîme de désolation et d'ennui. Il a aussitôt sombré dans un trop-plein de franchouillardise, rhabillé pour la forme en *french touch*. Quand une carrière professionnelle est confrontée à une marée de chefs qui brassent de l'air et qui, dans le seul but d'en brasser plus, pompent l'oxygène des êtres inférieurs, c'est toute la vie qui tourne à vide. La seule solution était donc de repartir pour oublier ce passage inutile et reconstruire un avenir souriant plutôt que de me laisser gagner par les facilités de la retraite. Repartir ? Oui mais où ? En Afrique évidemment, parce que la convivialité qui s'y établit naturellement entre tous me convient très bien et parce que l'expérience acquise sur place dans ma vie de fonctionnaire devait bien avoir suffisamment de valeur pour me permettre de contribuer à la construction d'un projet d'entreprise. Après douze ans de séjour passés sur ce continent dans différents pays, j'ai très modestement apporté ma pierre à ceux qui m'accueillaient en donnant du boulot à quelques poignées d'africains.

J'ai aussi fait connaître autour de moi les pays où j'ai vécu en leur donnant une image positive ; un résultat qui n'est pas totalement nul même s'il est invisible alors que les circonstances font qu'une immense majorité d'êtres humains n'ont sur la vie des africains qu'un impact égal à zéro. Si mon projet me permet de m'élever, même légèrement, dans cette échelle des résultats j'en serais très heureux.

Le Conseil français des Investisseurs en Afrique m'a aidé à trouver un partenaire et, un an et demi après, mon retour à Bamako est effectif, non plus comme chef du service économique de l'Ambassade de France mais en tant que directeur Afrique de l'Ouest de la Fondation SIKANA, cette start-up qui m'a confié la diffusion dans la région de son catalogue de contenus numériques ciblés sur les savoir-faire de la vie courante, la formation professionnelle et l'éducation, mais aussi l'hygiène et la santé ainsi que de

son savoir-faire en matière de réalisation de nouveaux contenus.

Vu mon passé, c'est naturellement la première fois que je travaille pour le compte d'une start-up, mais je constate que ses jeunes dirigeants semblent croire qu'ils peuvent être en même temps au four et au moulin ; cela pourrait peut-être ne pas faciliter le travail en équipe. Ayant toutefois le sentiment d'avoir découvert une pépite, je compte bien faire ce qu'il faut pour qu'elle brille en terre francophone.

Après trente-neuf ans de fonction publique, je n'ai jamais vraiment tâté du secteur social, encore moins de l'humanitaire ; ça va donc être une grande première. J'espère, en tout cas, être plus utile qu'une poignée de piécettes glissée au cœur d'une rue parisienne dans le tronc tendu par le quêteur d'une ONG, si crédible soit elle.

Même si j'ai quitté Bamako depuis sept ans, je me suis tenu au courant de l'actualité. Je connais personnellement plusieurs ministres et l'envers du décor de la haute administration malienne n'a plus beaucoup de secrets pour moi; je devrais donc pouvoir assez facilement m'adapter à ce changement de casquette et reconstituer un réseau qui me permettrait de promouvoir efficacement cette batterie d'outils innovants d'autant plus que la société malienne se caractérise toujours par une réelle fluidité de contacts

Nouveau départ et nouveau contexte, pour une nouvelle vie. Etant parfaitement conscient que je bénéficie d'un statut de privilégié, je me suis déjà prescrit de savourer tous les jours cet immense bonheur.

Ce qui m'attend pour l'instant n'est pas la partie la plus excitante du programme ; il faut d'abord franchir l'étape « visa », délicate à négocier lorsqu'on est provincial. Préférant un contact direct à la voie postale, je me rends à Paris, passeports (celui de mon épouse et le mien) en poche. J'arrive donc un beau matin à Bagnolet où se trouve le Consulat du Mali, c'est-à-dire au plus près des lieux d'habitation franciliens de la diaspora malienne. La porte d'entrée du Consulat donne directement sur une grande salle ; plusieurs dizaines de maliens y attendent patiemment leur tour. Afin de me faire connaître et me disant que tous ces gens ne sont surement pas venus chercher la même chose que moi, je me dirige d'un pas prudent vers le bureau d'accueil, où on me demande directement quel est mon âge ; apprenant que j'ai soixante-cinq ans, l'agent d'accueil se met à crier très fort

en me désignant du doigt : « Ce blanc-là, il est prioritaire non pas parce qu'il est blanc mais parce qu'il est vieux. » L'épreuve s'engage bien ; je récupère d'ailleurs en moins d'une heure les passeports dûment visés car, chance suprême, je suis tombé par hasard sur le jour des visas express.

Si j'avais pu donner le conseil de suivre le même chemin que moi, je pense que j'aurais rendu service à tout le monde et que je l'aurais fait loyalement ; nul ne conteste le potentiel du marché africain et Bamako, située au cœur de l'Afrique, ne me paraît pas être le plus mauvais des points d'implantation. Les besoins du Mali sont naturellement immenses, particulièrement pour ce qui concerne les cibles visées. Je reconnais volontiers que de nombreux proches et amis m'ont dit : « Tu pars là-bas ; franchement, c'est dangereux. » Après le coup d'état de 2012 et la guerre de 2013, il est évident que cette installation comporte des risques, mais où aller pour se mettre à coup sûr hors de portée d'individus malintentionnés ? Après avoir donné de fortes raisons d'inquiétude à ses voisins et à ses amis français, le Mali semble avoir su se pacifier, au moins partiellement, puisque chacune des parties prenantes a accepté de faire un pas en avant. Toutefois, il est évident que les accords de paix sont complexes et que leur mise en œuvre le sera tout autant, même si les engagements pris sont respectés par chacun. Alors à titre strictement personnel, il me semble très prématuré de déclarer : « Nous avons gagné la guerre en 2013, on vient de gagner la paix. » Nous verrons bien comment évoluera une situation qui paraît encore instable. Nous voilà, en tout cas, fin prêts pour partir à Bamako.

Une naissance

De prime abord, je trouve une ville relativement plus propre qu'avant et qui connaît même un important désengorgement grâce à la construction de certaines infrastructures (troisième pont sur le Niger, échangeur, mise en double voie et aménagement des berges du fleuve) qui lui manquaient cruellement. L'aspect de la ville a donc évolué plutôt favorablement mais l'état d'esprit et l'attitude des habitants restent immuablement décontractés ; sans doute, ne sont-ils pas prêts à vendre leur âme pour une once de modernisme. Ce qui n'a manifestement pas changé, c'est la vie de ces hommes de peine, portefaix et autres débardeurs qui, dans tous les marchés de la capitale, chargent, déchargent et transportent, à la force des bras par

une chaleur de gueux, les marchandises en tous genres qui s'échangent entre Bamako

Le programme que je me suis concocté s'établit donc autour d'une série de visites et de discussions formelles ou non auprès d'amis et d'interlocuteurs divers, français et maliens, tous aptes à me conseiller ; en deux mois, j'ai eu le temps de ne pas me précipiter.

À tort ou à raison, je crois avoir assez vite flairé que la « mère de tous les maux » était sur le point de me sauter dessus ; je sens qu'un arrangement entre amis, est en train de s'échafauder autour de moi. C'est entièrement nouveau pour un pauvre fonctionnaire qui, pour avoir été lâché dans la jungle du secteur privé, n'avait jamais eu à fréquenter cette vilaine bête. La société n'est même pas encore constituée que je la sens, appâtée par la fraîche, roder autour de moi. Je me doutais bien que cela m'arriverait un jour ou l'autre mais je ne pensais pas que cela se ferait aussi vite. Certes, je suis plein d'expérience et de sagesse mais j'espérais, en me faisant tout petit, que personne ne s'intéresserait à moi. Pour aujourd'hui, je vais faire l'ignorant, celui qui n'a rien vu en espérant que le démon acceptera de sauter sur un client encore plus innocent que moi.

Ma première visite, je la réserve au Club des Investisseurs Français au Mali ; j'ai, en effet, eu l'occasion, lorsque j'étais en poste à l'Ambassade, de travailler avec cette association qui, fonctionnant comme une chambre de commerce, a pour objectif de défendre les intérêts des entreprises françaises implantées sur place, qu'elles soient petites ou grandes. Comme j'ai pu constater en son temps que cette défense s'exerçait avec brio, je ne vois pas pourquoi je me priverais de recourir aux conseils qui ne manqueront pas de m'être prodigués.

J'ai finalement créé un bureau de représentation pour le compte de la fondation qui m'emploie bénévolement. Il s'agit d'une formule d'implantation dont la durée de vie est limitée à deux ans et, qui ne dispose pas en propre de la personnalité morale, juridique et fiscale ; ce statut peu contraignant va me permettre de consacrer mon temps à des actions de communication et de promotion. Partant de zéro j'ai pu, grâce aux aides et conseils glanés auprès des uns et des autres, franchir cette étape en une quinzaine de jours, une rapidité qui me paraît plutôt de bon augure mais je ne suis pas lâché en terre inconnue.

Je ne pourrai certes mener aucune activité commerciale sujette à facturation, cela m'arrange parce que, n'ayant pas cet objectif, je n'aurai rien d'autre à faire qu'à rechercher des clients. En plus, ce statut prévoit que le bureau sera exonéré d'impôt. Maintenant, il va falloir se mettre à bosser.

La préparation de l'enregistrement des statuts de la société m'avais permis de me limiter à des activités peu éloignées de ce que j'avais toujours connu, en tant que fonctionnaire ; c'est-à-dire essentiellement prise de contacts et collecte d'informations. Ceci étant fait, j'entre dans l'inconnu complet. Heureusement, le réseau d'affaires avec lequel j'avais toujours travaillé est encore en place et disponible pour m'aider à découvrir et à contourner les embûches de cette nouvelle phase. En plus, ma proximité avec les hommes d'affaires implantés sur place me permet de disposer, avant d'avoir engagé la moindre démarche, d'une idée relativement précise de ce qui m'attend.

Ils sont nombreux ceux qui prétendent savoir ce qu'il faut faire pour permettre à l'Afrique de se développer enfin durablement mais cela fait cinquante ans qu'on applique à ce continent plus ou moins les mêmes recettes avec des résultats, le plus souvent médiocres. Ce n'est certainement pas avec mes petits bras musclés que je vais parvenir à tout régler. À quel niveau placer le curseur de la réussite ? Vaste sujet sur lequel des gens beaucoup plus intelligents que moi se casseront les dents pendant des centaines d'années. J'espère seulement être en mesure de diffuser très largement les solutions proposées par la fondation, car je pense qu'elles sont adaptées aux besoins du continent. En tout cas, je ne dirai jamais : inutile d'essayer quoi que ce soit parce que l'objectif visé restera hors d'atteinte.

Recherche marraine

Un aller-retour à Paris m'a permis de préparer la levée de fonds qui semble indispensable pour permettre à la fondation d'engager une promotion dynamique et efficace sur le marché malien. D'abord une réunion avec le conseiller commercial de l'Ambassade du Mali et le président de la fondation nous permet de susciter l'intérêt de notre hôte malien pour ces techniques d'acquisition de savoir-faire développées par la fondation. Je devrais donc recevoir prochainement une lettre d'introduction auprès du Haut Conseil des Maliens de l'Extérieur. Comme elle regroupe la diaspora

maliennne, cette instance devrait constituer un relais utile pour approcher des bailleurs de fonds soucieux de contribuer au développement de leur pays. Je complète ce court séjour par un contact avec un ami franco-malien, spécialisé dans l'ingénierie financière car j'espère qu'il va pouvoir m'aider à solliciter des bailleurs de fonds. Il semble intéressé par le projet mais préfère me proposer de m'aider à solliciter le parrainage de la première dame, qui devrait être séduite par le caractère social de cette démarche. Nous prévoyons de nous revoir rapidement à Bamako afin de progresser sur ce sujet.

Au boulot

Il ne me reste plus qu'à me lancer dans la tournée des grands ducs, c'est-à-dire le porte-à-porte destiné à faire connaître la fondation et ses produits auprès de la galaxie des bailleurs de fonds et des ONG, qui déploient leur savoir-faire au Mali dans l'espoir d'aider ce pays à progresser ; concernant les premiers, ce sont soit des institutionnels, soit des hommes d'affaires privés et la relation avec eux me paraît bien balisée. S'agissant des ONG, je ne suis pas certain d'avoir en mains toutes les clés qui me permettront de pénétrer le monde de l'humanitaire, mais j'apprendrai sur le tas. Placé entre ceux qui fournissent les moyens financiers et ceux qui les utilisent pour favoriser l'éducation, la formation et l'information, j'espère pouvoir jouer mon rôle au sein de cette équipe mais je sais que la mécanique est lourde et que les procédures manquent de souplesse ; je dispose heureusement de quelques outils qui devraient m'aider à convaincre tout ce beau monde mais je débute dans ce métier. Même si les maliens sont des gens hospitaliers et bienveillants, il est évident que personne ne m'a attendu ; je doute, en plus, que le monde de l'économie sociale et solidaire soit beaucoup plus pacifique que celui du business pur et dur, d'autant plus que je l'aborde par sa face la plus médiatisée. Je sais donc que les traquenards, en rangs serrés, m'attendent au tournant. Pour l'instant, je ne suis pas connu et n'intéresse personne ; profitons-en parce que j'ai intérêt à me faire connaître pour réussir mon pari.

Ayant un peu avancé dans la mise en route de mon projet, j'avais besoin de consulter un fiscaliste car je m'inquiète du caractère scabreux de ma situation de retraité venu s'installer au Mali pour mener à bien bénévolement cette affaire ; connaissant depuis mon premier séjour, ce sénégalais installé

au Mali, j'avais un interlocuteur tout trouvé en la personne d'Albert.

Grand jour

L'ami franco-malien qui m'avait promis de me mettre en relation avec la première dame ne me donnant plus signe de vie, je m'adresse à un autre ami qui me propose de me faire rencontrer un petit frère de cette illustre personne. Au bout de quelques semaines, le contact s'établit et ce garçon me promet de plaider ma cause auprès de sa sœur. Un soir, je reçois un texto m'annonçant que le rendez-vous était fixé au palais présidentiel pour le surlendemain à 13 heures ; branle-bas de combat car je dois louer une voiture avec chauffeur pour aller là-bas. Pas question, en effet, de me rendre au palais dans un taxi pourri.

Le lendemain, tout est prêt ; pour la première fois depuis mon retour à Bamako, j'ai mis un costume mais pas de cravate car elles sont toutes restées en France. Pour une fois que l'épouse d'un président de la république m'accorde un entretien personnel, j'aurai donc le col ouvert ; encore une grande première.

Dans la voiture qui m'amène au palais, je réalise que je me suis lancé dans un exercice entièrement nouveau. Que faire si je m'entends dire que ce projet n'est pas intéressant ? Nous verrons bien. Après avoir fait antichambre durant quelques minutes, je suis accompagné par un huissier qui m'introduit dans le bureau de l'épouse du président. Comme elle m'accueille très cordialement, je modifie au dernier moment l'entame un peu formelle des paroles que j'avais prévu de prononcer. J'évoque donc mon premier séjour et précise que j'ai décidé de revenir à Bamako après ma retraite pour conduire un projet social. Et la première me déclare tout de go : « Vous êtes un bon malien » ; je me dis alors que c'est gagné. L'entretien s'avère particulièrement cordial et la première dame, très intéressée, me promet un contact très rapide avec l'ONG qu'elle préside.

À peine suis-je remonté dans la voiture que je reçois deux appels. Tout d'abord le franco-malien, qui avait eu trois mois auparavant l'idée du parrainage, m'appelle depuis Paris pour m'expliquer avec beaucoup de mystères et de circonlocutions qu'il connaît quelqu'un qui va bientôt venir à Bamako et pourrait me mettre en contact avec « la personne dont nous avons parlé ». Je lui explique très gentiment que je sors tout juste du bureau

de cette personne, mais que je le remercie très chaleureusement de son aide qui me sera toujours des plus précieuses.

L'autre appel émane d'un cadre de l'ONG présidée par la première dame ; nous décidons de nous voir deux jours plus tard afin de commencer à travailler. Donc tout va bien car tout cela devrait immanquablement booster mon activité.

Ici aussi

Existe-t-il une ville au monde où la guerre ne se serait pas déjà invitée dans le quotidien du citoyen moyen ? Comme cela ne suffit pas toujours à créer une ambiance, certaines capitales y ajoutent d'ailleurs une grosse dose de coups d'état. Ancrée depuis des lustres dans les esprits indigènes, la fatalité a même accompagné à Bamako l'introduction de ce mode de vie et l'a aidé à s'installer ; elle est donc parvenue à convaincre tout le monde que ces pratiques guerrières étaient là pour longtemps. Je vous rassure ; la majorité des maliens doivent s'accommoder d'un environnement plutôt basique, qui les détourne de cette terreur dans laquelle une bande de dérangés voudrait les plonger. D'abord, il faut un poste de télé pour recevoir les images, ce qui n'est pas très répandu ; la radio l'est plus mais elle ne parle qu'à l'oreille ; ensuite, la chaîne de télé locale, pas très branchée sur l'info en direct, a eu un peu de retard à l'allumage. Je doute, de toute façon, que la nouvelle de l'attaque du Radisson ait réellement impacté la population au-delà de la capitale. Alors, avec une influence réduite des écrans, des réseaux sociaux, des philosophes, des journalistes et des psychologues et un nombre limité de terrasses, le Mali était forcément moins vulnérable qu'une capitale européenne, au moins sur le plan psychologique.

Heureusement que le Consulat est parvenu à établir son propre réseau d'information, un peu comme lorsque les toubabs sont chez eux et que les perdreaux qui bullent au carrefour rapportent les moindres faits et gestes de la population ; ce qui fait qu'une bonne dizaine de textos se sont succédés toute la journée pour informer le français moyen des détails de la situation, forcément puisés à bonne source. Le meilleur est tombé à la fin de cet après-midi, qui marqua aussi le point final de l'affaire ; la communication se termina donc par l'envoi des « consignes » de vie communiquées par le Consulat, à l'attention des toubabs perdus au milieu de la jungle bamakoise.

Cela relevait d'une initiative généreuse, mais je ne vois pas pourquoi quelqu'un que je ne connais pas, se permettrait de me « consigner » à la maison, pendant tout le week-end qui suivit ce sombre vendredi, presque aussi noir que le précédent. Car il s'agissait bien de cela ; en un mot, restez chez vous durant trois jours, vous verrez que tout se passera bien et lundi faites ce que vous voulez ; pourquoi ce jour ne mériterait-il pas la moindre précaution ? Mais après tout, c'est pas très compliqué de se scotcher devant la télé (surtout qu'ils vous racontent des trucs sympas en ce moment) ou de rester couché, à moins de combiner les deux.

Qu'avions-nous fait de si grave pour mériter une punition pareille ? D'accord, il s'agissait d'une sanction collective mais est-ce une consolation de se sentir ramené à l'époque où le prof de philo infligeait deux heures de colle à toute la classe, à cause d'un malheureux concours de boulettes de papier ? Moi qui croyais en avoir passé l'âge. C'est raté car nous avons décidé de suivre les ordres du commandant en chef, qui avait prescrit de ne rien changer à son programme ; le vendredi, c'était commissions et randonnée dans la brousse bamakoise, le samedi, shopping et pour le dimanche, nous avions prévu une ballade en pirogue sur le Niger. Quel bonheur de se dire en rentrant chez soi que durant ce week-end nous avons, contrairement aux bons élèves, tout simplement opté pour la liberté d'aller et venir au gré de l'envie du moment, au lieu de ce confinement consacré à la rumination puisque l'écran n'avait rien d'autre à nous proposer ; ce qui compte, c'est de sortir de soi-même et de se mélanger.

Y échapper ou pas

Vu que j'avais décidé de ne pas rester inactif, on m'avait dit que je devais m'enregistrer auprès de l'administration malienne. Pourquoi pas ; mais où ? Ce vendredi, je commence par poser la question à la mairie du quartier et on m'envoie au centre des impôts qui se trouve à deux pas de là. Il s'agit en l'occurrence la direction des grandes entreprises. C'est trop d'honneur puisque je ne suis qu'un petit ; je flaire l'erreur de casting, mais je décide faire comme si j'étais un grand. Je me retrouve dans le bureau d'un agent des impôts qui s'interroge à haute voix ; faut-il privilégier la territorialité ou me regrouper avec d'aussi petits que moi ? Il me donne la liste des documents que je dois communiquer et me propose de revenir le lundi. On

est lundi et comme convenu, je suis là. Le week-end ayant porté conseil, mon interlocuteur me suggère d'aller au centre des impôts du quartier ; comme c'est loin, il me prête son « frère » afin qu'il m'emmène là-bas à bord de son carrosse. Sur place, le chef me dit que « la procédure va être longue » ; deux à trois jours, ajoute-t-il. Par esprit de conciliation, je déclare ma disponibilité pour attendre. Mais le chef me conseille de ne pas prendre le risque ; il n'est peut-être pas très sûr que la durée de deux à trois jours ne soit pas dépassée. En route pour la Direction Générale des Impôts et, dans la voiture du frangin, nous traversons toute la ville.

Je me retrouve dans le bureau d'une jeune inspectrice qui, après m'avoir demandé de décliner mes nom, prénom et qualité m'annonce que je dois lui donner le nom de son grand-père ; voyant mon air surpris, elle me dit : « non, c'est une blague ; car mon grand-père pourrait être votre père ». Vu la différence d'âge. Elle ajoute : « il vous suffit donc de me donner le nom de votre père » ; elle est bien bonne. Un peu plus tard, je ressorts avec une carte d'identité fiscale, après une bonne matinée d'allers et venues. J'ai pu aussi constater que le fonctionnaire malien est blagueur et cordial. Le lendemain, je retourne voir le chef du centre des impôts, comme il me l'avait demandé. Il m'explique que je vais pouvoir payer facilement mes impôts. Sauf que je n'ai aucune raison d'en payer puisque, étant bénévole, je ne perçois aucun salaire ; la discussion s'achève très rapidement car il comprend que je ne suis pas un client pour lui. Il me propose alors de lui laisser ma carte afin qu'elle soit détruite. Tout ça pour ça.

Il faut y aller

Après ces amuse-gueules, il ne me reste plus qu'à passer aux choses sérieuses ; cela veut dire que ce qui m'attend maintenant, c'est la tournée des grands ducs auprès des ONG, des entreprises, des centres de formation, des bailleurs de fonds institutionnels, des associations professionnelles et des ministères, avec un passionnant challenge à la clé. En effet, la fondation pour laquelle je travaille est, à ce jour, la première et la seule structure qui soit en mesure de proposer sur ce marché un outil nouveau et moderne. Très surprenant évidemment mais cela fait peser sur moi une bonne dose de pression supplémentaire. Car je dispose d'un instrument de nature à accélérer la diffusion, auprès des couches de population concernées, des principales techniques professionnelles, dans

tous les domaines d'activité ; le numérique doit permettre également de favoriser la sensibilisation de chacun aux impératifs de sécurité sanitaire et aux méthodes de préservation de l'hygiène. Comme l'efficacité de cette technique est reconnue par l'ensemble des ONG et des utilisateurs finaux, elle mérite bien d'être testée au Mali ; et peut-être que cela aidera ce pays à réduire, à terme, une partie du retard de développement accumulé par rapport à ses voisins. Les demandeurs d'emploi pourraient donc ainsi parvenir à mieux se positionner sur le marché du travail que par les méthodes traditionnelles. L'intérêt est réel et il est partagé par tous, aux deux bouts de la chaîne, et même aussi par les conseillers. Mais évidemment, cela ne suffit pas car le temps a aussi son mot à dire ; il faut donc le laisser jouer son rôle au moment où il le décidera, mais nous n'entretenons pas tous des rapports de même nature avec lui. De toute façon, la partie ne sera gagnée que lorsque la compétition sera lancée et, pour cela il faut attendre que l'un des « acheteurs » ait craqué.

Je commence quand même à m'inquiéter lorsque j'entends le coordinateur national d'une ONG me déclarer qu'il privilégie la politique de la demande plutôt que l'offre des centres de formation ; bravo, c'est le sommet du politiquement correct d'imaginer que le malien moyen a, en tête, plus qu'une vague idée de ce qu'il voudrait faire dans la vie. Je me doutais bien que je tirerais un jour ce genre de réponse ; bon voilà c'est fait, passons à autre chose.

Comment faire ?

Aujourd'hui est un jour important car je me rends chez l'un de ces utilisateurs (qui m'a commandé un programme de vidéos) installé au cœur de la zone industrielle, afin de boucler la saisie informatique de son dossier. Au bout d'une heure de travail et une bonne dizaine d'interruptions dues à des coupures d'électricité, nous décidons de remettre la suite au lendemain. Comment peut-on envisager qu'un pays pauvre parvienne, alors qu'il doit faire face à de telles perturbations, à se développer et atteindre un rythme de croissance qui soit satisfaisant ? Comment, confrontée, à de telles baisses de productivité et/ou à d'importants surcoûts, l'industrie peut-elle survivre ? Puisqu'il ne s'agit vraiment pas d'un problème nouveau, je me demande ce que font les bailleurs de fonds ; peut-être ne fréquentent-ils que des bureaux dotés d'un groupe électrogène. Mais comme d'habitude, on parle beaucoup

sans qu'il se passe grand-chose et on oublie où se trouve le point de départ de tout. Et ça fait quelques années que ça dure.

Coup de com'

Assistant à la signature d'un programme de sensibilisation de la régulation des naissances, destiné aux femmes en âge de procréer entre le ministère de la Santé, la Banque mondiale et l'UNICEF, je présente la gamme des vidéos de la fondation qui peut fournir des outils innovants à ce programme. La représentante du ministère me demande comment sont financées ces vidéos ; et je réponds que je peux intervenir auprès de bailleurs de fonds mais que ce projet pourrait peut-être intéresser la Banque mondiale. Le modérateur déclare alors : « Voilà un excellent exemple de ce qu'on appelle : « parler peul », tribu nomade répandue dans une partie de l'Afrique de l'ouest. Ce commentaire traduirait le comportement ouvert et consensuel des peuls ; à titre personnel, j'y vois un début de reconnaissance de mon assimilation.

Des sous, il en faut

Je me doutais bien que je devrais un jour me passer du financement mis en place par la fondation pour couvrir mes frais de fonctionnement, mais je ne pensais pas que ce tarissement me rattraperait aussi rapidement. Il m'aura tout de même fallu plusieurs échanges de mails infructueux et quelques semaines d'attente pour apprendre enfin la vérité ; mais la communication a manifestement bien du mal à passer. Il va donc falloir que je trouve des partenaires extérieurs prêts à me soutenir si je veux poursuivre l'expérience ; alors, la seule solution c'est maintenant d'aller vers l'autonomie. Pour cela, je vais devoir mobiliser les bonnes volontés maliennes, voire les françaises, car il en existe qui voudraient aider le Mali. Ça passe ou ça casse. Voilà c'est juste un nouveau challenge qui se présente.